

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Session ordinaire 2011-2012

TO/YH

Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

Procès-verbal de la réunion du 20 juin 2012

ORDRE DU JOUR :

Echange de vues avec une délégation de la « Lëtzebuenger Landjugend - Jongbaueren a Jongwënzer a.s.b.l. » sur la politique agricole luxembourgeoise et plus particulièrement sur une stratégie contre la sous-production de plantes protéiques

*

Présents : M. Marcel Oberweis, en remplacement de M. Fernand Boden, M. Lucien Clement, M. Emile Eicher, M. Félix Eischen, M. Fernand Etgen, M. Claude Haagen, M. Henri Kox, M. Roger Negri, M. Ben Scheuer, M. Carlo Wagner, M. Raymond Weydert

M. André Vandendries, M. Marc Weyland, du Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

Représentants de la « Lëtzebuenger Landjugend - Jongbaueren a Jongwënzer a.s.b.l. » : M. Jeff Boonen, Président, M. Charel Etringer, M. Christian Hahn, M. Jean-Michel Nesper, M. Fränz Schlechter, membres du Comité directeur, M. Laurent Frantz, membre du Comité directeur / Vice-Président du Conseil européen des jeunes agriculteurs (CEJA)

M. Timon Oesch, de l'Administration parlementaire

Excusés : M. Fernand Boden, M. Jean Colombera

*

Présidence : M. Roger Negri, Président de la Commission

*

Echange de vues avec une délégation de la «Lëtzebuenger Landjugend - Jongbaueren a Jongwënzer a.s.b.l.» sur la politique agricole luxembourgeoise et plus particulièrement sur une stratégie contre la sous-

production de plantes protéiques

En introduction, la délégation de la « Lëtzebuenger Landjugend - Jongbaueren a Jongwënzer a.s.b.l. » (ci-après *Lëtzebuenger Landjugend*) profite de l'occasion pour présenter leur comité directeur dans sa nouvelle composition.

Leur initiative actuelle s'explique, d'une part, par les travaux législatifs qui s'annoncent visant la transposition de la politique agricole commune pour la période après 2013 et, d'autre part, par la foire agricole du 1^{er} juillet 2012 où la *Lëtzebuenger Landjugend* sera présente avec un stand et célébrera, avec l'*OekoZenter Lëtzebuerg*, le 25^{ième} anniversaire du service « *Ekologesch Landwirtschaftsberodung* ». ¹

En collaboration avec la *Lëtzebuenger Landjugend*, ce service a élaboré des recommandations pour des mesures politiques visant à stimuler la production nationale de plantes protéiques. Cette façon conjointe de procéder a permis de concilier des considérations purement écologiques avec celles d'une agriculture économiquement viable.

De leur avis, l'utilité d'une intervention politique en ce domaine résulte de la dépendance exorbitante de l'agriculture de l'Union européenne de l'importation de produits fourragers protéiques surtout des graines ou brisures de soja en provenance d'Amérique du Sud.

Quant aux mesures politiques suggérées par la *Lëtzebuenger Landjugend*, il est renvoyé au document distribué en début de réunion et joint en annexe au présent procès-verbal.

Débat :

De l'échange de vues qui s'ensuit, il y a lieu de relever les points suivants :

- **« Greening » de la PAC.** Les représentants du Ministère confirment que les pourparlers au niveau communautaire sont en cours, mais loin du stade d'accords définitifs. Rien ne s'oppose donc à ce que le Luxembourg avance des propositions qui vont dans le sens de la mesure qui vient d'être présentée, si la conclusion de l'examen politico-technico-juridique à effectuer s'avérera positive. *In fine*, l'autorisation de la culture de légumineuses sur les 7% (valeur actuellement en discussion au niveau communautaire) de la surface agricole dite « écologique » d'une exploitation agricole dépendra de l'acceptation par la Commission européenne. Maintes incertitudes existent à ce stade en ce qui concerne la définition de cette surface écologique – se confonderont-elles, par exemple, avec les zones de protection des sources d'eau potable tels que définies au Luxembourg ? La conception de départ par la Commission européenne de telles surfaces semblait assez rigide (jachères, éléments de structure du paysage, bandes tampons, ...). Actuellement, il semble que la Commission pourrait admettre que cette surface ne soit pas nécessairement définie par référence à l'exploitation agricole individuelle, mais qu'il soit possible de considérer la surface « écologique » commune de deux ou de plusieurs exploitations agricoles adjacentes, à condition que cette surface « commune » soit égale à ce que les exploitations auraient dû affecter individuellement comme surface écologique.
- **Prime liée à la culture de plantes protéiques.** Une série d'éléments complique la défense d'une telle revendication politique. Il s'agit notamment de deux éléments. D'une part, des accords existent au niveau international négociés dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Le risque d'ouvrir, dans les négociations en cours, la boîte de Pandore en ce qui concerne le subventionnement de cultures agricoles est réel. En effet, la répartition actuelle de la production agricole

¹ Une invitation est distribuée en cours de réunion

mondiale remonte dans l'immédiat après-guerre, les Etats-Unis ayant décidé de se concentrer sur la production de cultures d'oléo-protéagineux, tandis que les Européens devraient produire des céréales. Nonobstant l'apparition d'autres grands producteurs d'oléo-protéagineux, comme l'Argentine et le Brésil, au marché mondial, il reste interdit aux Etats européens de favoriser/subventionner la culture d'oléo-protéagineux (accorder des aides à la production). Partant, même si les exploitants agricoles de l'Union européenne sont libre de cultiver de telles plantes, sans soutien financier, leur production ne sera pas rentable par rapport à l'offre américaine.

D'autre part, la charge administrative liée à des primes couplées est importante et le débat politique à ce sujet a déjà été mené avec la conclusion que les aides publiques dans le secteur agricole seraient à découpler, dans la mesure du possible, intégralement.

Des intervenants remarquent que, tôt ou tard, l'OMC devrait repenser cette politique commerciale. La production de protéagineux se réalise de plus en plus en Amérique du Sud et au détriment de paysages auparavant intacts comme les forêts tropicales et de petits exploitants terriens, les Etats-Unis s'étant orientés vers une production d'agro-carburants (bioéthanol) qui augmente d'année en année. Il est donné à considérer qu'économiquement ces pays d'Amérique du Sud profitent de la situation actuelle et n'auront pas d'intérêt de renégocier ces accords à ce sujet.

- **Amendement du règlement grand-ducal concernant l'utilisation de fertilisants azotés.** Concrètement, l'Administration de la gestion de l'eau est compétente pour cette réglementation, qui transpose un texte communautaire. Effectivement, la directive « nitrates » permet de demander une dérogation aux limites d'épandage par hectare prévues. L'idée d'intégrer dans cette réglementation une approche plus nuancée en ce qui concerne l'engrais organique est en principe, également d'un point de vue écologique, à saluer. Toutefois, plusieurs obstacles à surmonter se présenteront à l'approche prônée, notamment celui du contrôle à réaliser du respect d'une telle réglementation, plus complexe dans le cadre territorial étroit du Luxembourg, et celui de l'acceptation par la Commission européenne. Des intervenants rappellent que cette réglementation est à voir conjointement avec la définition des zones de protection des eaux.
- **Programmes agro-environnementaux.** Le moment est propice pour introduire des propositions concrètes à ce sujet. Les travaux au niveau du Ministère en vue du nouveau plan de développement rural (PDR) viennent de commencer, hypothéqués encore par l'absence d'un cadre précis de la part de la Commission européenne. Le secteur agricole lui-même sera consulté avant que le nouveau PDR sera notifié à la Commission européenne et avant sa transposition légale et réglementaire.
- **Introduction d'un label « Libre d'OGM ».** Interrogée à ce sujet, la délégation de la *Lëtzebuenger Landjugend* remarque qu'elle ne s'opposera certes pas à l'introduction d'un tel label si la participation à ce système d'étiquetage est volontaire et s'il favorise la vente des produits de l'agriculture luxembourgeoise également à l'étranger. Ils mettent toutefois en garde devant une surenchère de labels de commercialisation de toute sorte qui contribue davantage à la confusion du consommateur qu'à son information. Par ailleurs, il serait à vérifier au préalable si le consommateur qui d'ores et déjà opte pour des produits commercialisés sous le label « Bio » n'est pas également celui qui souhaite acheter des produits garantis « Sans OGM ».
- **Adaptation du mode de production des exploitations.** La délégation souligne que des questions concernant le mode d'exploitation d'une ferme où le choix des espèces cultivées ne relèvent pas en premier lieu de la sensibilisation/information ou de la volonté de l'exploitant individuel, mais d'un calcul de rentabilité effectué par les exploitations agricoles. Il s'agit d'une question de survie économique des entreprises agricoles. Une évolution vers des modes de production plus durables ou respectueux

de considérations écologiques dépend donc davantage de la volonté politique et d'un appui étatique ciblé – actuellement lesdites considérations micro-économiques plaident plutôt en faveur de la culture du blé ou du maïs.

- **Campagne du Conseil européen des jeunes agriculteurs (CEJA).** La commission parlementaire est informée d'une campagne lancée par la CEJA insistant à ce que la nouvelle PAC porte un accent particulier au soutien de la reprise d'exploitations agricoles par la jeune génération.²

Conclusion :

Tant les intervenants de la commission parlementaire que les représentants du Ministère saluent la contribution présentée par la *Lëtzebuenger Landjugend* comme concrète, constructive et témoignant d'une agriculture pensée suivant les principes d'une gestion durable. Ces propositions seront examinées dans la perspective de leur possible mise en œuvre.

Luxembourg, le 24 juillet 2012

Le Secrétaire,
Timon Oesch

Le Président,
Roger Negri

Annexes :

- « Empfehlungen für politische Maßnahmen zur Förderung heimischer Eiweißfuttermittel », 8pp;
- « Conseil Européen des Jeunes Agriculteurs / Zukunft... Lebensmittel... Junglandwirte / Unterstützen Sie die Junglandwirte um die Zukunft der europäischen Landwirtschaft zu sichern », 2pp.

² Voir document distribué en cours de réunion et joint en annexe au présent procès-verbal



Empfehlungen für politische Maßnahmen zur Förderung heimischer Eiweißfuttermittel



Inhalt

1. Einleitung.....	2
2. Greening.....	3
3. Gekoppelte Prämie.....	3
4. Anpassung der Düngeverordnung.....	4
5. (spezielle) Agrarumweltprogramme.....	5
6. Spezielle Beratung/ Beratungsoffensive.....	7
7. Investitionsförderung für Lager-/Verarbeitungsstruktur.....	7
8. Literatur	8

1. Einleitung

Rund 70 % der in der EU eingesetzten Eiweißfuttermittel werden importiert, also 26 Millionen t/ Jahr. Dies entspricht einer Fläche von etwa 20 Millionen ha und damit 10% der europäischen Ackerfläche¹. Allein in Brasilien wurde die Sojaanbaufläche in den letzten 40 Jahren von 1,7 Millionen ha auf 21,7 Millionen ha ausgedehnt.² Europäische Standards wie Zulassungsverfahren und Monitoring bzgl. Pflanzenschutzmitteln oder gar Cross-Compliance finden zumeist keine Anwendung. Gleichzeitig ist der Anbau heimischer Körnerlegumionosen drastisch zurückgegangen (in den letzten 10 Jahren ca. -50%).³

Längst ist erweisen, der industrielle Anbau von Großteils genmanipuliertem⁴ Soja bedroht sowohl die Natur, insbesondere die Regenwälder, wie auch die Bevölkerung, besonders die Kleinbauern.

Mit einer Nationalen Eiweißstrategie werden daher folgende Ziele verfolgt:

- Ressourcen und Klimaschutz
 - Wasserschutz durch reduzierten Einsatz schnelllöslicher N-Dünger (senken der Auswaschungsgefahr) und Erosionsschutz (Humusaufbau, Anbau mehrjähriger Kulturen wie Klee gras und Luzerne)
 - Erhalt von Biodiversität durch das Stoppen von Regenwaldabholzung zwecks Schaffung von Sojaanbauflächen und Förderung der Agrobiodiversität durch weite/mehrgliedrige Fruchtfolgen
 - Kein Verbrauch fossiler Energieträger für den Transport von Futtermitteln und die Produktion schnelllöslicher Dünger

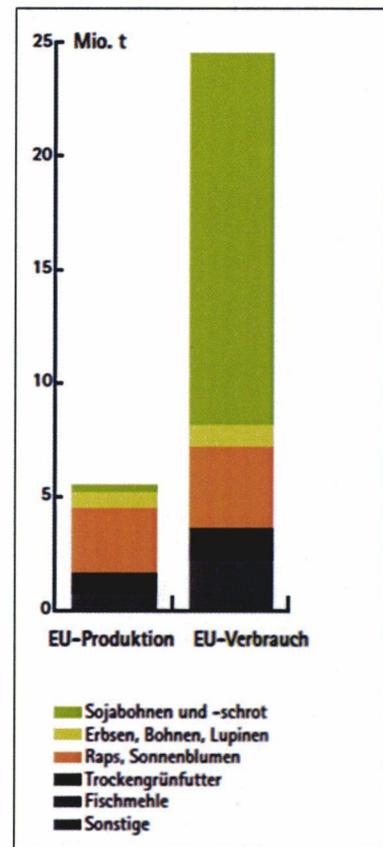


Abbildung 1 EU-Produktion und Verbrauch von Eiweißfuttermitteln, Quelle: GL-Pro, 2005

¹ Beste und Boddington 2011

² Statistisches Bundesamt 2010

³ Proplanta 2012

⁴ DLG 2008

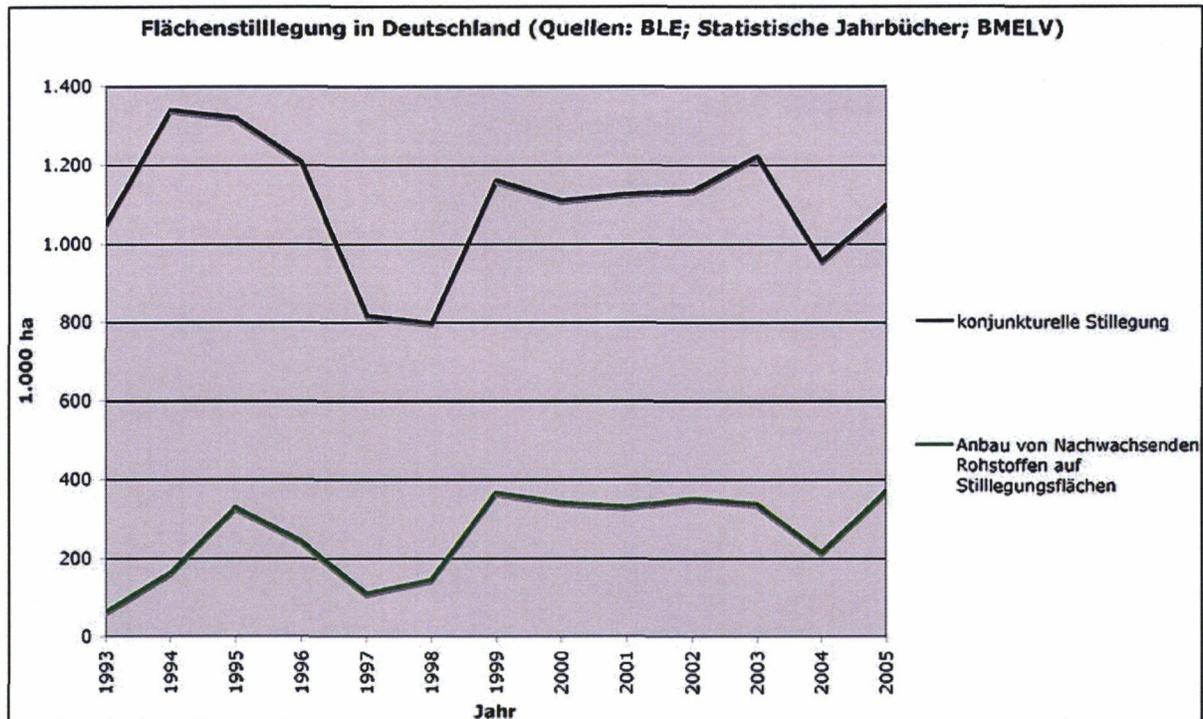
- Eine verantwortungsvolle und nachhaltige Produktion von Eiweißfuttermitteln
 - Stoppen von Enteignungen und politischer Unterdrückung der Kleinbauern Südamerikas
 - Erhalt deren Lebensgrundlage durch den Verzicht auf Futtermittel die auf Kosten von Mensch und Natur produziert wurden.
 - Förderung der regionalen Wertschöpfung, Produktdiversifizierung und Preisstabilität durch regionalen Anbau, Verarbeitung und Veredelung von Eiweißfuttermitteln
 - Verfügbarkeit garantiert GVO freier Futtermittel

Im Folgenden werden nun verschiedene Maßnahmen beschrieben, die als Instrument zur Förderung des Anbaus von Eiweißpflanzen dienen können. Zudem werden Vorschläge zur konkreten Ausgestaltung gemacht.

2. Greening

Auf ökologische Vorrangflächen (laut aktueller EU Diskussion ab 2013 7% der Betriebsfläche) sollte der Anbau von Leguminosen (Körner- und Futterleguminosen) zugelassen werden. Allerdings mit der Einschränkung, dass je Betrieb max. 50% der ökologischen Vorrangflächen bestellt werden dürfen und die angebauten Mischungen/Gemenge mindestens 30% Leguminosen (im Saatgut, nicht im Bestand) enthalten müssen.

Ähnlich der NawaRo Ausnahme bei der 2009 aufgehobenen Flächenstilllegung könnte der Anbau von Eiweißpflanzen auf ökologischen Vorrangflächen gestattet und damit der Anbau dieser Kulturen gefördert werden.



Quelle: <http://de.wikipedia.org/wiki/Fl%C3%A4chenstilllegung>

3. Gekoppelte Prämie

Aktuell sind die Erfolgsaussichten für eine an den Anbau von Eiweißpflanzen gekoppelte Prämie sehr schlecht. Sollte sich die politische Diskussion wieder hin zu mehr Toleranz gegenüber gekoppelten Prämien entwickeln, muss die Thematik neu aufgegriffen werden.

Grundsätzlich ist auch eine gekoppelte (an die Kultur (Körner-) Leguminose) Prämie denkbar. Allerdings ist eine solche Maßnahme aufgrund der historischen Entwicklung der GAP und Bedenken seitens der WTO eher schwierig umzusetzen.

4. Anpassung der Düngeverordnung

Eine Erhöhung der Obergrenze von 170 kg organischem N / ha auf 230 kg N org/ ha, sollte unter folgenden Bedingungen genehmigungsfähig sein:

- 170 kg N org/ ha bleibt als durchschnittliche Obergrenze bestehen (es wird also nicht mehr Dünger ausgebracht, sondern der vorhandene anders verteilt)
- 230 kg N org/ ha nur auf Teilflächen (intensivem Dauergrünland) mit Sondergenehmigung möglich
- Keine Ausnahmegenehmigungen für Flächen in Natur- und Wasserschutzgebieten

Leguminosen brauchen grundsätzlich keine Stickstoffdüngung, sie wirkt eher ertragsmindernd. Aufgrund der Regelung max. 170 kg org. N / ha ausbringen zu dürfen, treten Leguminosenflächen in Konkurrenz zu Gülleausgleichsflächen. Auf bspw. intensiv genutztem Grünland kann allerdings deutlich mehr org. Dünger umgesetzt werden. Daher gibt es im europäischen Ausland Sonderregelungen für die Ausbringung von bis zu 230 kg org. N / ha. In Deutschland wird dies folgendermaßen geregelt: *Verordnung über die Anwendung von Düngemitteln, Bodenhilfsstoffen, Kultursubstraten und Pflanzenhilfsmitteln nach den Grundsätzen der guten fachlichen Praxis beim Düngen (Düngeverordnung - DüV)*

§ 4 Zusätzliche Vorgaben für die Anwendung von bestimmten Düngemitteln, Bodenhilfsstoffen, Kultursubstraten oder Pflanzenhilfsmitteln

(4) Auf Grünland und auf Feldgras dürfen Wirtschaftsdünger tierischer Herkunft so aufgebracht werden, dass die mit ihnen aufgebrachte Menge an Gesamtstickstoff im Durchschnitt dieser Flächen 230 Kilogramm Gesamtstickstoff je Hektar und Jahr nicht überschreitet, soweit 1. bei Grünlandnutzung dieses Grünland jährlich mit mindestens vier Schnitten oder drei Schnitten und Weidehaltung intensiv genutzt wird, 2. ausschließlich Schleppschlauch, Schleppschuh, Schlitzscheibe oder andere den Stickstoffverlust vermindernde Verfahren eingesetzt werden, 3. der betriebliche Nährstoffüberschuss bei Stickstoff im Vorjahr die Werte nach § 6 Abs. 2 nicht überschritten hat, 4. durch die erhöhte Düngung der betriebliche Nährstoffüberschuss für Phosphat (P(tief)2O(tief)5) den in § 6 Abs. 2 Nr. 2 genannten Wert nicht überschreitet, 5. der nach Landesrecht zuständigen Stelle für diese Flächen die Düngebedarfsermittlung nach § 3 Abs. 1 und 2 und für die drei

Jahre vor Antragstellung die Nährstoffvergleiche nach § 5 Abs. 1 vorliegen und die nach Landesrecht zuständige Stelle das Aufbringen in der vorgesehenen Höhe genehmigt; die nach Landesrecht zuständige Stelle hat bei ihrer Entscheidung die Bewirtschaftungsziele im Sinne der §§ 27 bis 31, 44 und 47 des Wasserhaushaltsgesetzes einzubeziehen, 6. die tatsächlichen Voraussetzungen nach Nummer 1 sich im genehmigten Zeitraum nicht ändern. Die Genehmigung nach Satz 1 Nr. 5 ist nach jeweils einem Jahr erneut zu beantragen. Für die Ermittlung der mit Wirtschaftsdüngern tierischer Herkunft aufgebrauchten Stickstoffmenge einschließlich des Weideganges sind mindestens die Werte nach Anlage 5 und Anlage 6 Zeilen 6 bis 9 Spalte 2 oder 3 anzusetzen. Andere Werte dürfen verwendet werden bei der Haltung von Tierarten, die mit Anlage 6 nicht erfasst werden oder wenn der Landwirt gegenüber der zuständigen Behörde nachweist, dass die ausgebrachte Stickstoffmenge – insbesondere durch besondere Fütterungsverfahren - abweicht. In den Jahren 2006 bis 2008 kann die nach Landesrecht zuständige Stelle an Stelle der Nachweise nach Satz 1 Nr. 5 andere betriebliche Nachweise der Entscheidung zugrunde legen.⁵

5. (spezielle) Agrarumweltprogramme

- Das Programm N-Reduzierte Landwirtschaft (für Wasserschutzgebiet) sollte überarbeitet werden. Der maximal Zulässige Anteil an Leguminosen sollte von 20% auf 50% heraufgesetzt werden. Zudem sollte die Prämie auch gezahlt werden, wenn (Körner-)Leguminosen angebaut werden. Bei mehrjährigen Klee grasbeständen sollte nur ein Umbruch im Frühjahr mit direkt anschließender Einsaat zulässig sein. Die Vorgabe nur alle 4 Jahre Körnerleguminosen auf der gleichen Fläche anbauen zu dürfen kann auch aus phytosanitärer Sicht beibehalten werden.
- Gefordert wird darüber hinaus ein landesweit angebotenes, schlagbezogenes Ackerbauprogramm „N-Reduzierte Landwirtschaft“ mit einer N-Düngungsobergrenze von max. 90 kg Norg/ha bei völligem Verzicht auf mineralischen Stickstoffdünger.

⁵ Bundesministeriums der Justiz 2006

- Es sollte ein gesondertes, gesamtbetriebliches Programm zur Förderung vielfältiger Fruchtfolge (mind. 5 Gliedrig, mind. 10% Leguminosen) aufgelegt werden. Allerdings darf eine Kultur max. 50% in der Fruchtfolge ausmachen.
- Zudem soll es ein weiteres Programm geben, in dem die Prämie aufgestockt wird, wenn der Leguminosenanteil in der Fruchtfolge bei mind. 15 % liegt. Bei beiden Programmen sollten die auf den ökologischen Vorrangflächen angebauten Leguminosen nicht angerechnet werden können. (siehe 2. Greening)⁶

6. Spezielle Beratung/ Beratungsoffensive

Zur nachhaltigen Förderung des Anbaus von Eiweißpflanzen und insbesondere zur Erschließung der Potentiale von Dauergrünland, (mehrjährigen) Ackerfutterbau und Körnerleguminosen ist eine Eiweißberatungsoffensive sinnvoll. Eine Spezialberatung, die neben der Sorten- und Anbau- auch die Fütterungsberatung leisten kann. Entsprechende Pilotprojekte sind ausreichend zu fördern. Darüber hinaus sind Vermarktungsinitiativen, für besonders nachhaltig Produktionsformen wie die Weidehaltung (Weidefleisch /-milch) zu entwickeln und zu fördern.

7. Investitionsförderung für Lager-/Verarbeitungsstruktur

Für die notwendige Investitionsförderung sollten die Maßnahmen 121 und 123 des PDR genutzt werden.

⁶ Dahlmann C. 2012

8. Literatur

Beste, A. und Boeddinghaus, R., 2011: Der Eiweißmangel in der EU: Wie lässt sich das seit langem bestehende Problem lösen? Eine Studie im Auftrag von Martin Häusling, MDEP

Bundesministerium der Justiz, 2006: Verordnung über die Anwendung von Düngemitteln, Bodenhilfsstoffen, Kultursubstraten und Pflanzenhilfsmitteln nach den Grundsätzen der guten fachlichen Praxis beim Düngen (Düngeverordnung – DüV, http://www.gesetze-im-internet.de/bundesrecht/d_v/gesamt.pdf, Stand 13.05.2012

Dahlmann C. 2012: Die vielfältige Fruchtfolge - ein Beispiel aus NRW, <http://www.vom-acker-in-den-futtertrog.de/foerderung.html>, Stand 13.05.2012

DLG, 2008: Nulltoleranzregelung bedroht die europäische Veredelungsbranche und verhindert Wahlfreiheit des Verbrauchers. URL: http://www.dlg.org/gvo_memorandum.html - Stand 27./28.August

GL-Pro, 2005: Ratgeber für den Anbau von Körnerleguminosen in Europa.

Proplanta 2012: Entwicklung der Anbaufläche von in Deutschland, nach Statistischem Bundesamt und ZMP, http://www.proplanta.de/Fotos/Entwicklung-der-Anbauflaeche-von-Raps-in-Deutschland-1953-2006_Bild1163430098.html, Stand 12.01.2012

Statistisches Bundesamt (Destatis) 2010: Nachhaltige Entwicklung in Deutschland, Indikatorenbericht 2010, S. 15

Statistisches Bundesamt, 2011: Landwirtschaftliche Betriebe insgesamt 2011 nach jeweiligen Flächen und Anbaukulturen sowie nach der durchschnittlich verfügbaren landwirtschaftlich genutzten Fläche und des Ackerlandes, Fachserie 3, Reihe 3.1.2

Wikipedia die freie Enzyklopädie 2012: Flächenstilllegung, <http://de.wikipedia.org/wiki/Fl%C3%A4chenstilllegung>, Stand 13.05.2012



CONSEIL EUROPEEN DES JEUNES AGRICULTEURS
European Council of Young Farmers - Europäischer Rat der Junglandwirte

Zukunft ... Lebensmittel... Junglandwirte

Unterstützen Sie die Junglandwirte um die Zukunft der europäischen Landwirtschaft zu sichern

Die Zahl der Junglandwirte in Europa sinkt rapide ab. Inzwischen sind nur mehr 6% der Landwirte in der Europäischen Union unter 35 Jahre alt. Die Situation in einigen Mitgliedsstaaten ist noch alarmierender, wo junge Menschen weniger als 3% der gesamten landwirtschaftlichen Bevölkerung repräsentieren. Das sind keine vielversprechenden Kennzahlen für diesen europäischen Kontinent, der sich der Nachhaltigkeit verschrieben hat.

Es muss jetzt gehandelt werden um sicherzustellen, dass die europäische Landwirtschaft die Qualität und Wettbewerbsfähigkeit bieten kann, die die Europäische Gesellschaft in der Lebensmittelproduktion erwartet. Wenn wir die bevorstehende altersbedingte Krise nicht stoppen, dann werden der Umweltschutz, die Schaffung von Arbeitsplätzen, der Erhalt der Biodiversität und die Lebensmittelsicherheit gefährdet sein.

Der mangelnde Generationswechsel in der Landwirtschaft wird auch zu einer Anzahl weiterer Probleme führen: die Nachhaltigkeit, der Wohlstand und die Vielfalt der ländlichen Gebiete werden in Kürze auf dem Spiel stehen. Allerdings, diese Herausforderungen können bewältigt werden - und Junglandwirte sind die Lösung.

Die Europäische Union verfügt über junge, innovative landwirtschaftliche Unternehmer, die nach Möglichkeiten suchen, um diese Herausforderungen anzugehen. Sie wollen die Veränderungen, die für die Umwelt und die Produktivität notwendig sind vornehmen und sind bereit, in die Zukunft Europas und ihre eigene Zukunft zu investieren.

Jetzt ist unsere Chance dazu: die Gemeinsame Agrarpolitik (GAP), deren Reform für die Ausrichtung bis 2020 gerade im Gange ist, bietet eine erstklassige Möglichkeit, um die notwendigen Veränderungen in Richtung einer umwelttechnisch, wirtschaftlich und demographisch nachhaltigen europäischen Landwirtschaft vorzunehmen. Unsere Aufgabe ist keineswegs unmöglich - es gibt innovative und ehrgeizige junge Menschen in ganz Europa, die bereit sind, sich um die Zukunft der Lebensmittelproduktion zu kümmern. Sie müssen nur die Unterstützung dazu haben, auf die Bauernhöfe zu kommen.



CONSEIL EUROPEEN DES JEUNES AGRICULTEURS
European Council of Young Farmers - Europäischer Rat der Junglandwirte

Diese GAP Reform muss sich der aktuellen Alterskrise in der europäischen Landwirtschaft annehmen, sodass wir motivierte, gut vorbereitete Jungbauern haben, die es braucht, um schon heute die zukünftigen Herausforderungen anzupacken.

Wir müssen unsere Zukunft, unsere Lebensmittel und unsere Junglandwirte absichern.

Ich, der Unterzeichnende, rufe die EU-Institutionen auf, den Generationswechsel in der europäischen Landwirtschaft zu einem Schwerpunkt in der bevorstehenden GAP Reform zu machen.

Vorname :

Familienname:

Organisation:

Unterschrift: